

RESUME PF2030 DU NIGER

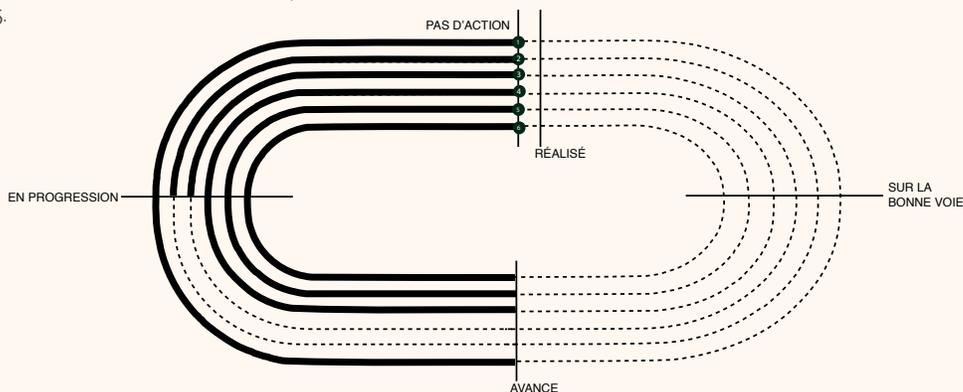
JANVIER- JUIN 2022

LE NIGER S'EST ENGAGE AINSI

1. Rehausser le Taux de Prévalence Contraceptive moderne de 21,8% en 2020 à 29,3% en 2025, et à 36,8% en 2030.
2. Renforcer la gouvernance de la mise en œuvre par la création d'un comité interministériel de pilotage dans le plus bref délai.
3. Mobiliser les associations et organisations au service des jeunes et celles dirigées par des jeunes, y compris les jeunes en situation d'urgence humanitaire ou de handicap (juridique, physique, mental, sensoriel...), et renforcer leur participation à la mise en œuvre des actions ciblant les jeunes à travers un partenariat stratégique adulte – jeune à partir 2021.
4. Mettre à l'échelle la Planification Familiale du Post Partum/ abortum (PFPP/A) au niveau de tous les points de contacts SR d'ici fin 2025.
5. Réduire de 38% en 2021 à 10% en 2025, la proportion des formations sanitaires publics avec rupture des méthodes contraceptives à tous les niveaux, y compris au dernier kilomètre.
6. Augmenter la mobilisation des ressources domestiques pour l'achat des produits contraceptifs et consommables médicaux à hauteur de 500 000 000 CFA le budget d'achat des produits contraceptifs au Niger d'ici 2025 avec un rehaussement de la ligne budgétaire de l'État de 10% chaque année.

Le Niger est-il sur la bonne voie pour réaliser ses engagements PF2030?

1. Rehausser le Taux de Prévalence Contraceptive moderne de 21,8% en 2020 à 29,3% en 2025, et à 36,8% en 2030.
2. Renforcer la gouvernance de la mise en œuvre par la création d'un comité interministériel de pilotage dans le plus bref délai.
3. Mobiliser les associations et organisations au service des jeunes et celles dirigées par des jeunes, y compris les jeunes en situation d'urgence humanitaire ou de handicap (juridique, physique, mental, sensoriel...), et renforcer leur participation à la mise en œuvre des actions ciblant les jeunes à travers un partenariat stratégique adulte – jeune à partir 2021.
4. Mettre à l'échelle la Planification Familiale du Post Partum/ abortum (PFPP/A) au niveau de tous les points de contacts SR d'ici fin 2025.
5. Réduire de 38% en 2021 à 10% en 2025, la proportion des formations sanitaires publics avec rupture des méthodes contraceptives à tous les niveaux, y compris au dernier kilomètre.
6. Augmenter la mobilisation des ressources domestiques pour l'achat des produits contraceptifs et consommables médicaux à hauteur de 500 000 000 CFA le budget d'achat des produits contraceptifs au Niger d'ici 2025 avec un rehaussement de la ligne budgétaire de l'État de 10% chaque année.



Le Niger est sur la bonne voie de rehausser le Taux de Prévalence Contraceptive moderne grâce à la formation des prestataires de tous les niveaux ciblés, passage à l'échelle et redynamisation des stratégies de création de la demande en SR/PF et Révision des curricula scolaires pour intégrer l'E-SRAJ.

Contrairement, le Niger a toujours quelques difficultés de renforcer la gouvernance de la mise en œuvre par la création d'un comité interministériel de pilotage même si des efforts sont faits pour y arriver : *comme Elaboration et signature d'un arrêté mettant en place le cadre interministériel autour du PM pour le repositionnement de la PF.*

Egalement, le Niger fait des efforts pour mobiliser les associations et organisations au service des jeunes et de renforcer leur participation à la mise en œuvre des actions ciblant les jeunes à travers un partenariat stratégique adulte mais la performance n'est pas encore prometteuse

En revanche, le Niger progresse bien dans la mise à l'échelle la Planification Familiale du Post Partum/abortum (PFPP/A) au niveau de tous les points de contacts SR grâce à certaines interventions tels que : *Dotations des points des contacts SR en matériels et consommables pour la PFPP/A, et formations des prestataires sur l'offre de la PFPP/A, y compris les supports de collecte des données sur la PFPP/A*

Le Niger est sur la bonne voie de réduire de 38% en 2021 à 10% en 2025, la proportion des formations sanitaires publics avec rupture des méthodes contraceptives à tous les niveaux, y compris au dernier kilomètre grâce à *l'approvisionnement régulier de tous les points de prestation en produits, consommables et équipements; formation des prestataires en logistique contraceptive et régularité de la supervision et du suivi de stocks.*

Concernant l'augmentation de la mobilisation des ressources domestiques pour l'achat des produits contraceptifs et consommables médicaux à hauteur de 500 000 000 CFA le budget d'achat des produits contraceptifs et d'un rehaussement de la ligne budgétaire de l'État de 10% chaque année, le Niger est aussi sur la voie d'y parvenir.

Rehausser le Taux de Prévalence Contraceptive moderne de 21,8% en 2020 à 29,3% en 2025, et à 36,8% en 2030.

Passage à l'échelle et redynamisation des stratégies de création de la demande en SR/PF (campagnes, caravanes, écoles des maris, clubs des futurs maris, espaces sûrs, fora communautaires, RMA)



L'analyse des informations collectées au titre du premier semestre 2022 fait ressortir que les différentes stratégies de création de la demande, d'offres et d'accès aux services SR/PF sont mises en œuvre sur l'ensemble des huit (8) autres régions du Niger. Donc le passage à l'échelle et ou la redynamisation de ces stratégies d'intervention sont en bonne voie.

Information fournie par AFRIYAN, AJFSR, ANBEF, ANIMAS SUTURA, ARDSES, COJEFIL, COMSED, DGPSR, DIMOL, DPF, DSAJ, DSME, GRADE Africa, HP+, Save The Children, LAFIA Matassa, DSS/MEN, MPF/PE, MSI Niger, CODD, ONPSME, Pathfinder, PSI, SongFS, CARE, UNFPA, RJA/SR-PF.

Formation des prestataires à tous les niveaux ciblés, des relais ADBC et des clientes en injection et auto-injection du DMPA – SC dans le cadre de la délégation des tâches.



Le Niger dispose d'un plan de passage à grande échelle de la délégation des tâches. La mise en œuvre de ce plan a permis de former au moins 5 178 femmes ou relais ADBC et plus de 1095 prestataires en injection et/ou auto injection du DMPA – SC. La dynamique est bonne, mais des efforts supplémentaires permettront de former encore un plus grand nombre de relais ADBC, de femmes et de prestataires sur l'injection et l'auto auto injection du Sayana.

Information fournie par ANBEF, ANIMAS SUTURA, COMSED, DGPSR, LAFIA Matassa, Pathfinder, PSI, UNFPA

Révision des curricula scolaires pour intégrer l'E-SRAJ



Quelques actions de plaidoyer ont été menées par les ONG Pathfinder, MSI Niger, NESS et la Division Santé Scolaire du MEN pour réviser les curricula de formation des enseignants au niveau de l'Ecole Normale Supérieure de l'université de Niamey. Cependant, il importe de relancer le plaidoyer pour la révision des curricula scolaires pour intégrer complètement l'ESRAJ au niveau de la formation des élèves.

Information fournie par CARE, Pathfinder, DSS/MEN, MSI Niger, NESS, UNFPA

Renforcer la gouvernance de la mise en œuvre par la création d'un comité interministériel de pilotage dans le plus bref délai

Elaboration et signature d'un arrêté mettant en place le cadre interministériel autour du Premier Ministre pour le repositionnement de la Planification Familiale



Grâce aux efforts de la société civile et de ses partenaires étatiques et PTF, il a été mis en place un groupe de points focaux issus des différents ministères ayant des interventions entrant dans le cadre de la SR/PF. Ces points focaux sont les points de contact du comité de plaidoyer pour la mise en place du comité interministériel. Des sessions de renforcement des points focaux et des rencontres de proposition d'un arrêté pour la mise en place du comité ont été réalisées.

L'ONP a également prévu dans ses instances de coordination la mise en place d'un comité technique interministériel au niveau de la présidence, qui prendra en charge toutes les questions de population et développement, en particulier la PF.

Information fournie par HP+, MSI Niger, RCPFAS, CAR/PF Niger

Elaboration et adoption d'un décret de mise en place d'un Programme National de la PF



La création de l'Office Nigérien de la Population (ONP) en avril 2022 avec comme mission principale la maîtrise de la croissance démographique et la capture du dividende démographique, et pour objectif d'élaborer et de mettre en œuvre, à travers les Ministères sectoriels concernés, une politique et une stratégie d'accompagnement de la transition démographique ; n'a pas permis de démarré le plaidoyer pour la création d'un Programme National de la Population au cours de cette période concernée par la collecte des données. Au cours des périodes suivantes, le processus de plaidoyer pour la création du Programme National PF mettra l'ONP en contribution.

Mobiliser les associations et organisations au service des jeunes et celles dirigées par des jeunes, y compris les jeunes en situation d'urgence humanitaire ou de handicap (juridique, physique, mental, sensoriel...), et renforcer leur participation à la mise en œuvre des actions ciblant les jeunes à travers un partenariat stratégique adulte – jeune à partir 2021.

Mise en place et fonctionnement d'un cadre de concertation, d'échanges et de partenariat des réseaux, groupements des associations des jeunes



Pour ce premier semestre 2022 de la mise en œuvre des engagements FP2030 du Niger, les données collectées ne fournissent pas d'information pour cet indicateur.

Formation des jeunes en plaidoyer, mobilisation des ressources, "approche jeunes", approche de redevabilité et gestion des projets



L'analyse des informations recueillies auprès des structures contributrices montrent un engouement autour de la question du renforcement des capacités jeunes. Toutefois, on constate que des efforts supplémentaires doivent être déployés pour toucher plus de jeunes et aussi orienter des interventions dans ce sens dans les régions d'Agadez et de Diffa qui semblent être faiblement desservies, mais également aller vers les jeunes en milieu rural.

Information fournie par AFRIYAN, ANBEF, ARDSES, DIMOL, HP+, LAFIA Matassa, MSI Niger, NESS, ONPSME, Pthfinder, Solthis, UNFPA, CAR/PF Niger, RJA/SR-PF

Mettre à l'échelle la Planification Familiale du Post Partum/Abortum (PFPP/A) au niveau de tous les points de contacts SR d'ici fin 2025.

Dotations des points des contacts SR en matériels et consommables pour la PFPP/A



Le Gouvernement du Niger et ses partenaires tels que UNFPA, Kulawa et PSI sous financement USAID, Grade Africa ont mis à la disposition des formations sanitaires des produits contraceptifs, des matériels et des consommables pour la PFPP/A. Les efforts continuent dans ce sens.

Information fournie par APBE, CARE, DGPSR, GRADE Africa, Pathfinder, PSI, UNFPA

Formations des prestataires sur l'offre de la PFPP/A, y compris les supports de collecte des données sur la PFPP/A



Environ 1 656 prestataires ont été formés sur l'offre de la PFPP/A par la Direction de la Planification Familiale et ses partenaires sur 5 des huit (8) régions du pays.

Information fournie par DGPSR, DPF, DSME, Pathfinder, PSI, UNFPA

Documentation des bonnes pratiques disponibles en matière de la PFPP/A à tous les niveaux.



La documentation des bonnes pratiques en matière de la PFPP/A n'a pas connu une grande avancée. En dehors du journal sur les réalisations en matière de la PFPP/A élaboré par le projet Kulawa de l'USAID, les données collectées n'ont pas ressorti des initiatives de ce genre.

Information fournie par DGPSR, Save The Children, Pathfinder

Dissémination (Formation des prestataires, ateliers de partage, caravanes, mission de suivi, ...) sur les bonnes pratiques en matière de la PFPP/A



La dissémination des bonnes pratiques en matière de la PFPP/A n'a pas connu une grande avancée au cours de ce semestre. En dehors des partages d'expériences réalisées par la DGPSR lors des rencontres régionales avec l'UCPO et dans d'autres cadres, de l'approche PFPP/A intégrée aux autres services SMNIA Nutrition comme bonne pratique, les données collectées n'ont ressorti des initiatives de ce genre

Information fournie par DGPSR

Réduire de 38% en 2021 à 10% en 2025, la proportion des formations sanitaires publiques avec rupture des méthodes contraceptives à tous les niveaux, y compris au dernier kilomètre.

Formation des prestataires en logistique contraceptive



Sur la base des informations recueillies lors de la collecte, l'on peut se dire que cet indicateur est en très bonne voie pour être réalisé.

En plus des différentes formations sur les logiciels de gestion de produits, la majorité des gestionnaires de données à tous les niveaux ont été formés ou orientés sur la plateforme DHIS 2 mise à jour.

Il reste seulement les gestionnaires de quelques districts de la région de Tillabéri qui ne sont pas formés en logistique contraceptive et sur le logiciel de gestion et de suivi des stocks (channel 2).

Information fournie par GHSC TA FTO, COMSED, DPF, Pathfinder, MSI Niger, UNFPA, DS/MSP/P/AS

Approvisionnement régulier de tous les points de prestation en produits, consommables et équipements



Les sessions de quantification et les revues trimestrielles sont régulièrement réalisées par la DPF, ce qui permet d'avoir une situation à temps réel de l'approvisionnement. En plus, l'Etat et les partenaires de mise en œuvre (PTFs, ONGs locales et internationales) assurent le transport des intrants jusqu'au niveau des CSI, et dans certains cas jusqu'au niveau des relais communautaires

Information fournie par ANBEF, ANIMAS SUTURA, GHSC TA FTO, COMSED, DGPSR, DPF, Pathfinder, MSI, PSI, UNFPA

Régularité de la supervision et du suivi de stocks



La supervision et le suivi de stocks sont réguliers. Des canaux sont clairement identifiés et mis en place par l'Etat et ses partenaires. On peut citer entre autres : le suivi du secrétariat général au niveau des régions avec focus sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement en produits, les missions de suivi/spotcheck conjointes ministère de la santé et partenaires, Suivi mensuel de stocks disponibles utilisable à travers le mécanisme de déclaration mensuelle des stocks jusqu'au niveau PPS, le suivi des inventaires et des approvisionnements dans le cadre du système d'alerte précoce mondial, le suivi réalisé par les ONG en collaboration avec les DRSP/P/AS et les districts.

Information fournie par ANBEF, GHS TA FTO, COMSED, DGPSR, DPF, Pathfinder, MSI Niger, PSI, UNFPA



Augmenter la mobilisation des ressources domestiques pour l'achat des produits contraceptifs et consommables médicaux à hauteur de 500 000 000 CFA le budget d'achat des produits contraceptifs au Niger d'ici 2025 avec un rehaussement de la ligne budgétaire de l'État de 10% chaque année.

Augmentation annuelle de l'allocation budgétaire pour l'achat des produits contraceptifs par l'Etat.



Des actions de plaidoyer ont été conduites auprès de la commission des affaires sociales et culturelles et de la commission des finances de l'assemblée nationale, et également auprès des ministres en charge des finances et de la santé, pour le rehaussement de l'enveloppe budgétaire allouée par l'Etat à l'achat de contraceptifs. Pour cela, des argumentaires ont été élaborés par la société civile sous le lead du RCPFAS, avec l'appui financier de UNFPA, MSI et de HP+. Ainsi au titre de l'année 2022, 260 000 000 FCFA ont été inscrits dans le budget national pour l'achat des contraceptifs dont 230 000 000 FCFA ont été débloqués.

Information fournie par DGPSR, HP+, MSI Niger, RCPFAS, UNFPA, CAR/PF Niger

Opérationnalisation de la feuille de route pour la mobilisation des ressources domestiques auprès des collectivités territoriales et du secteur privé



Un plan et une feuille de route pour la mobilisation des ressources domestiques ont été élaborés et validés. Un groupe d'experts nationaux en plaidoyer a été mis en place et l'opérationnalisation de la feuille de route est en cours. Le plan a été vulgarisé au niveau des huit (8) conseils régionaux du Niger. Une rencontre de plaidoyer avec les collectivités territoriales pour la mobilisation des ressources domestiques a été organisée par la DPF grâce à l'appui financier de l'UNFPA. Aussi, Pathfinder a dans le cadre du Projet AmplifyPF mené des sessions de plaidoyer auprès des communautés dans les districts (Niamey I, III & V, Zinder ville et Mirriah) et a pu mobiliser un montant global de 85 000 000 FCFA ayant servi à la dotation en matériels et réhabilitation des CSI.

Information fournie par DGPSR, DPF, HP+, Save The Children, LAFIA Matassa, RCPFAS, UNFPA, CAR/PF Niger, Pathfinder

Compilé avec le soutien de :



PLANIFICATION FAMILIALE
Le Partenariat de Ouagadougou

